



Décision individuelle N°2019-343

Pétitionnaire : Mairie de Roure

Adresse : place André Ségur, 06420 ROURE

Nature de la demande : Restauration d'un mur de soutènement en pierres sèches

Localisation : hameau de Valabres, bord de parcelle n°504 section B commune de Roure

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7 et 15

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'avis émis par le conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 17/07/2019,

Vu la décision n°2016-01 du 1^{er} janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 13/06/2019 par Monsieur CLINCHARD René, maire de ROURE,

Considérant que la demande porte sur des travaux de réfection d'un mur de pierres sèches soutenant l'ancienne école du hameau de Valabres, lieu de vie révolu mais porteur d'une mémoire locale et collective très forte,

Considérant à ce titre que ces travaux relèvent d'une opération nécessaire à la conservation d'éléments du patrimoine historique ou culturel du Parc national,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La Commune de ROURE, représentée par le maire, Monsieur CLINCHARD René et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée à effectuer des travaux ayant pour objectif la restauration d'un mur de soutènement situé sous l'école du hameau de Valabres, parcelle n°448 section B, commune de ROURE.

Contexte :

Le hameau de Valabres est aujourd'hui inhabité mais reste fréquenté en été. L'ensemble bâti est encore en grande partie en état.

A l'entrée du hameau de Valabres se trouve la chapelle devant laquelle s'étend une petite place. Le cimetière se situe à l'arrière de la chapelle, légèrement au-dessus. Un sentier porté par un mur de soutènement mène de la chapelle au cimetière. Ce mur de soutènement présente un état dégradé : il est effondré sur une bonne partie du linéaire.

Mise en œuvre :

Le mur de soutènement sera entièrement refait selon la technique de la pierre sèche, par un artisan murailler spécialisé dans cette technique.

Les travaux nécessitent le décaissement de la base du mur pour rétablir l'assiette, le déplacement de terre et de pierres, le réagréage de la terre à l'arrière du mur et à la base pour retrouver le pendage initial du sol. Nécessité d'une brouette à moteur sur le chantier pour le déplacement des pierres.

Le camp de base sera situé dans l'ancienne école – 2 ouvriers - présence d'eau (source déjà captée) et d'un groupe électrogène pour l'électricité.

Des héliportages seront nécessaires pour l'approvisionnement en pierres.

Le pierrier est situé en limite de zone cœur du Parc national (hors zone) aux abords de la piste de l'Argentios. Cette localisation n'induit pas de demande d'autorisation de prélèvement au titre du Parc national du Mercantour.

L'accès au pierrier (pour le choix des pierres) par l'entreprise est facilité par la présence de la piste.

Le pierrier est un cône d'éboulis dans la partie haute et un éboulis artificiel sur la partie basse, remanié lors de l'aménagement des regards de la conduite forcée souterraine d'EDF d'Isola à Valabres.

Le temps d'héliportage entre le site de cueillette et le hameau de Valabres est limité (même versant).

L'héliportage nécessite une demande d'autorisation de survol au titre du Parc national.

Pas de production de déchets spécifiques hors déchets alimentaires des ouvriers, évacués à dos d'homme au fur et à mesure des allers-retours sur le chantier.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La reconstruction du mur sera intégralement réalisée selon la technique de la maçonnerie à pierres sèches et crues, à partir des matériaux prélevés sur place et au niveau du pierrier de l'Argentios. Aucun mortier à liant n'est autorisé.

2.2. Les éventuelles coupes de végétation seront stockées en tas sur place, sans brûlage à l'extérieur des bâtiments.

2.3. Le chantiers et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des déchets sera réalisé à l'intérieur des bâtiments.

2.4. A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers...) devra être intégralement collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

2.5. la présente décision vaut autorisation de circulation et de stationnement d'une brouette motorisée sur le sentier muletier de Valabres, aux fins d'approvisionnement du chantier et du camp de vie exclusivement.

Elle vaut également autorisation d'utiliser un groupe électrogène pour la fourniture d'électricité sur le camp de vie, sous réserve que celui-ci ne génère aucun rejet liquide (carburant, huile moteur...) dans les milieux ».

2.6. La présente décision ne vaut pas autorisation de campement à l'extérieur des bâtiments. Elle ne vaut pas davantage autorisation de survol du cœur du parc national à moins de 1000 mètres du sol par un aéronef motorisé.

L'ensemble des héliportages nécessaires à la réalisation du chantier devra faire l'objet d'une demande d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Article 3 : Durée

La présente autorisation de travaux est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 15 octobre 2019.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 19 juillet 2019

Le directeur-adjoint
du Parc national du Mercantour

Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial de la Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.